



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 10 SEP. 2024

mettant en demeure la société BERRY SUPERFOS implantée RUE D'OBERMODERN à BOUXWILLER
de respecter des prescriptions opposables à ses installations

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8, D. 541-361, D. 541-362, D. 541-364 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 portant autorisation d'exploiter à la société BERRY SUPERFOS (anciennement RPC TEDECCO GIZEH) à BOUXWILLER ;
- VU** le rapport du 31 juillet 2024 de la visite du 30 juillet 2024 de l'inspection des installations classées sur le site de la société BERRY SUPERFOS à BOUXWILLER ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 30 juillet 2024, par l'inspection des installations classées, la présence de granulés de plastiques industriels dans l'environnement et provenant des installations de la société BERRY SUPERFOS à BOUXWILLER ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 30 juillet 2024 que les dispositifs mis en œuvre par l'exploitant pour prévenir du rejet de granulés de plastiques industriels dans l'environnement sont insuffisants ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article D. 541-361 du code de l'environnement qui veulent que : « *Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 30 juillet 2024 que l'exploitant ne met pas en œuvre l'ensemble des procédures prescrites en ne procédant pas régulièrement au nettoyage des abords du site ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article D. 541-362 du code de l'environnement qui veulent que : « *Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : [...] d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 30 juillet 2024 que l'exploitant ne met pas à disposition du public, sur son site internet, une synthèse de chaque rapport d'audit prescrit à l'article D. 541-362 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article D. 541-362 du code de l'environnement qui veulent que : « *L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 30 juillet 2024 que l'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées, facilement accessible et tenu en permanence à disposition ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui veulent que : « *L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 30 juillet 2024 que l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluée ne subissent pas un traitement approprié avant leur rejet, comme les eaux pluviales provenant de la zone de dépotage camions.;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 22.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui veulent que : « *Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement... seront collectées et subiront un traitement approprié avant leur rejet.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 30 juillet 2024 que l'ensemble des réseaux d'eaux rejetées n'est pas équipé de dispositifs permettant d'éviter tout écoulement dans le milieu naturel ou vers la station d'épuration des éventuelles eaux d'extinction en cas d'incendie;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 21.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui veulent que : « *Des dispositifs disposés à l'issue des réseaux en permettront la condamnation en cas d'incendie, afin d'éviter tout écoulement dans le milieu naturel ou vers la station d'épuration des eaux d'extinction.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté le 30 juillet 2024 que l'exploitant ne dispose pas d'un plan du réseau d'égouts complet, tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 20 de l'arrêté préfectoral susvisé qui veulent que : « *[...] Un plan du réseau d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.[...].* » ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'observation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société BERRY SUPERFOS implantée RUE D'OBERMODERN à BOUXWILLER, est mise en demeure :

- de respecter dans le délai de **neuf mois** suivant la notification du présent arrêté les prescriptions l'article D. 541-361 du code de l'environnement qui veulent que : « *Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être*

présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.» ;

- de respecter dans le délai de **sept jours** suivant la notification du présent arrêté les prescriptions l'article D. 541-362 du code de l'environnement qui veulent que : «*Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant* » ;
- de respecter dans le délai d'**un mois** suivant la notification du présent arrêté les prescriptions l'article D. 541-364 du code de l'environnement qui veulent que : «*L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.* » ;
- de respecter dans le délai d'**un mois** suivant la notification du présent arrêté les prescriptions l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui veulent que : «*L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.[...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.* » ;
- de respecter dans le délai de **neuf mois** suivant la notification du présent arrêté les prescriptions l'article 22.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui veulent que : «*Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement... seront collectées et subiront un traitement approprié avant leur rejet. Elles devront satisfaire aux normes suivantes :*
- MEST inférieures ou égales à 30 mg/l
- hydrocarbures inférieurs à 20 mg/l (NF T 90-203).» ;
- de respecter dans le délai de **neuf mois** suivant la notification du présent arrêté les prescriptions l'article 21.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui veulent que : «*Des dispositifs disposés à l'issue des réseaux en permettront la condamnation en cas d'incendie, afin d'éviter tout écoulement dans le milieu naturel ou vers la station d'épuration des eaux d'extinction. La consigne de mise en oeuvre de ces dispositifs ainsi que les personnes qui en seront responsables, seront mentionnées dans les consignes générales d'incendie. Ces eaux d'extinction devront pouvoir être repompées en vue de leur traitement ou de leur élimination en centre agréé (suivant le résultat de leurs analyses).* » ;
- de respecter dans le délai de **trois mois** suivant la notification du présent arrêté les prescriptions l'article 20 de l'arrêté préfectoral susvisé qui veulent que : «*[...] Un plan du réseau d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.[...]* » ;

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

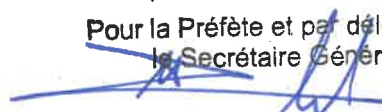
- Le sous-préfet de l'arrondissement de Saverne,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BERRY SUPERFOS par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Bouxwiller.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL